

Unité départementale de l'Essonne  
Cité administrative  
Boulevard de France  
91012 Evry-courcouronnes Cedex

Evry-courcouronnes, le 02/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **FULCHIRON Bois Chênay**

ZA du Chenet  
91490 Milly-la-Forêt

Code AIOT : 0006504597

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/07/2024 dans l'établissement FULCHIRON Bois Chênay implanté ZA du Chenet 91490 Milly-la-Forêt. L'inspection a été annoncée le 19/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite de suivi.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FULCHIRON Bois Chênay
- ZA du Chenet 91490 Milly-la-Forêt
- Code AIOT : 0006504597
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Inspection d'une carrière de sable en phase de remblaiement.

**Contexte de l'inspection :**

- Respect de prescriptions

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Bruits et vibrations
- Eaux souterraines

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Bruit - VLE	AP Complémentaire du 09/01/2017, article 9.2	Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention des émissions de poussières – voies de circulation	AP Complémentaire du 09/01/2017, article 10	Sans objet
2	Prévention d'une pollution des eaux souterraines	AP Complémentaire du 09/01/2017, article 7.1.2 et 7.1.1	Sans objet
4	Risque d'incendie – consignes de sécurité	AP Complémentaire du 09/01/2017, article 13	Sans objet
5	Consignes d'exploitation	AP Complémentaire du 09/01/2017, article 7.1.6	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est demandé à l'exploitant de réaliser de nouvelles mesures acoustiques en modifiant les conditions de mesures.

GIDAF devra être complété à partir de l'année 2024.

Il est également demandé de procéder à un suivi de l'évolution du front de la carrière et de conserver un historique du suivi.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Prévention des émissions de poussières – voies de circulation**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/01/2017, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des émissions de poussières – voies de circulation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les mesures suivantes seront respectées :  ►Remise en état coordonnée pour réduire les surfaces en chantier, ►Entretien des pistes et limitation des vitesses de circulations à 20km/h, ►Arrosage des pistes si nécessaire, ►Conservation de la végétation périphérique,



Les retombées de poussières dans l'environnement du site seront mesurées annuellement aux mêmes stations de mesures que pour les émissions acoustiques.

**Constats :**

L'inspection des installations classées a pu constater lors de cette visite que la remise en état de la carrière est en cours mais que celle-ci est parfois suspendue en raison des aléas climatiques qui fragilisent la stabilité d'accès des engins à la zone de remblais.

L'exploitant procède au remblaiement par paliers de 10m sans compactage puisque la zone est désormais considérée comme Non-Technique. (Projet d'une déviation routière au Nord de la carrière abandonnée). Il reste 30m à combler pour atteindre le niveau définitif de remblaiement.

Il est à noter la présence d'un éboulement sur la partie du front Nord (secteur F/G) du plan topographique fourni par l'exploitant. Celui-ci a eu lieu l'hiver 2023/2024. L'exploitant affirme réaliser lui-même un suivi visuel de l'évolution du site et par comparaison d'images prises par drone. Il a été constaté qu'une partie du front supérieur est dans le vide, elle n'est plus supportée sur sa partie inférieure et menace de s'écrouler. A la vue du plan topographique, la parcelle voisine au site se situe à environ 50m.

Il a été constaté que la végétation périphérique est conservée.

Il a été observé que le site est correctement entretenu, que les routes sont propres que ce soit dans le site et sur les routes aux abords.

L'exploitant a fourni à l'inspection, le **bilan annuel des retombées atmosphériques des poussières 2023**. Il a été réalisé par la société KALI'air référencé CKL23-A435-PR05-V01 et daté du 08 mars 2024. **Sa conclusion est que les niveaux de retombées de poussières sont inférieurs à la valeur limite fixée à 500mg/m<sup>2</sup>/j pour l'ensemble des points.** La typologie des points est « une ou plusieurs stations de mesures implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles ou des premières habitations situées à moins de 1500m des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants ».

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de continuer de s'assurer de la stabilité des fronts et de conserver un historique des constats.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Prévention d'une pollution des eaux souterraines**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 09/01/2017, article 7.1.2 et 7.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

Article 7.1.1:

La société Fulchiron procède à la surveillance de la qualité de la nappe souterraine de la Beauce dans les conditions fixées dans le présent arrêté.

La surveillance de la nappe souterraine de la Beauce est réalisée à partir de 3 piézomètres minimums [...]

Un plan faisant apparaître la position des piézomètres est transmis à l'inspection des installations classées [...].



#### Article 7.1.2:

L'exploitant fait procéder semestriellement au relevé des niveaux piézométriques des ouvrages prévus pour la surveillance des eaux souterraines et à des prélèvements dans la nappe au droit de ces ouvrages.

L'eau prélevée fait l'objet de mesures sur les substances suivantes :

Arsenic, Baryum, Cadmium, Chrome total, Cuivre, Mercure, Molybdène, Nickel, Plomb, Antimoine, Fluorure, Indice phénols, DCO, pH, conductivité, Hydrocarbures, Sélénium, Zinc, Chlorures, Sulfates.

Les résultats de ces analyses sont saisis sur l'application GIDAF et transmis à l'inspection des installations classées.

[..]

#### Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées les rapports de contrôles environnementaux de l'année 2023 qui ont été réalisés par la société GEO+Environnement.

Le rapport du 1<sup>er</sup> semestre 2023 référencé R23025410-S1 est daté du mois de mai 2023. Les mesures ont été effectuées le 19/04/2023. Il y est fait état qu'un blocage a eu lieu sur le piézomètre en amont du site (PZ1) et que le prélèvement d'eau n'a pas pu être effectué.

Sur ce même rapport, l'eau du piézomètre aval (PZ2) a été analysée. La température, la conductivité, le pH et le niveau piézométrique ont été mesurés. La conclusion de ce rapport est que les résultats des analyses ne **mettent pas en évidence de pollution des eaux de la nappe par le site. Le site n'a donc pas d'impact sur la qualité des eaux.**

Une intervention de la société SOLEO mesures et développements a eu lieu le 21/09/2023 sur le piézomètre amont (PZ1). Le rapport de mesures fourni (diagraphie) est référencé R\_FULCHIRONN230921c. Cette intervention a permis de détecter et retirer un tube de prélèvement oublié dans le piézomètre.

Le rapport de contrôles environnementaux du 2<sup>ème</sup> semestre 2023 référencé R23025410-S1 est daté du mois de novembre 2023. Les mesures ont été effectuées le 07/11/2023. Sur les deux piézomètres (Amont et Aval), la température, la conductivité, le pH, le niveau piézométrique ont été mesurés. Les analyses de laboratoire ont également été réalisées.

La conclusion de ce rapport est qu'une pollution aux hydrocarbures est présente en amont du site mais que celle-ci disparaît en aval du site. Les résultats des analyses ne **mettent pas en évidence de pollution des eaux de la nappe par le site. Le site n'a donc pas d'impact sur la qualité des eaux.**

L'usine du Chénet située Chemin Saint-Eloi sur la commune de Maisse (91720) dispose de 2 forages qui font office de 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> piézomètres aval. L'exploitant a fourni le rapport de contrôles environnementaux de l'année 2023 référencé R23025409. Les mesures ont été réalisées le

05/05/2023 et le 14/09/2023. Les mesures des niveaux piézométriques n'ont pas été réalisées à cause des équipements dans les forages.

La conclusion de ce rapport est qu'aucun résultat ne dépasse les seuils de l'arrêté préfectoral du 27/11/1998 et que l'on peut noter une conformité chronique sur le forage depuis le début de l'année 2023.

Il est constaté qu'aucun résultat d'autosurveillance des eaux souterraines n'est saisi sur l'application GIDAF pour l'année 2023 comme le prévoit l'arrêté préfectoral complémentaire du 09 janvier 2017 article 7.1.2. Madame Lebrun Charline Responsable foncier et environnement ne disposait pas des droits d'accès à la plate-forme GIDAF. Depuis le 04/07/2024, les droits d'accès lui ont été ouverts et cette information lui a été communiquée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé de procéder à la saisie de l'autosurveillance des eaux souterraines sur GIDAF dès les prochaines campagnes de mesures.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Bruit - VLE**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 09/01/2017, article 9.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bruits - VLE

**Prescription contrôlée :**

Un suivi des niveaux sonores sera réalisé tous les ans, et à minima sur les stations suivantes :

-Deux en limite de site : à l'Ouest et à l'Est

-Quatre en zone à émergence réglementée : au lieu-dit "Les Creuseaux", aux premières habitations du chemin de Saint Eloi, au centre équestre de Maisse et en limite de la zone d'activité du Chenay au point le plus proche de la carrière.

Dans les zones où celle-ci est réglementée, les émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées suivantes :

→pour les niveaux  $> 35$  dB (A) et  $\leq 45$  dB, d'une émergence supérieure à :

- 6 dB(A) pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanche et jours fériés

- 4 dB(A) pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés

→pour les niveaux  $> 45$  dB(A), d'une émergence supérieure à :

- 5 dB(A) pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanche et jours fériés

- 3 dB(A) pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'installation est en fonctionnement et lorsqu'elle est à l'arrêt. Elle est mesurée conformément à la méthodologie définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Sur la limite de la zone d'exploitation autorisée, le contrôle des niveaux acoustiques dans



l'environnement se fait en se référant aux niveaux acoustiques limites admissibles :

- Période diurne : limite autorisée à 70 DBA
- Période nocturne : limite autorisée à 60 DBA

**Constats :**

L'exploitant a fourni à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle acoustique réalisé par la société Alhyange référencé AL 23/25701 et daté du 11/07/2024. Les mesures ont été réalisées du 7 au 8 septembre 2023 sur le site Bois du Chenay de Milly-la-Forêt (carrière) et sur le site du Chenet (Usine) situé à Maisse. Les mesures ont été réalisées en périodes diurnes et nocturnes selon les horaires suivants :

- 6h00 à 21h00 pour l'usine
- 6h00 à 17h00 pour la carrière

En conclusion de ce rapport il est noté une non-conformité au point 3 (habitation Sud) » Les Creuseaux » chemin de la Comble en période diurne avec une émergence de 8,5dB.

Il est spécifié que ce dépassement est imputable dans l'ordre d'importance suivant :

- Au trafic routier continu sur la D837 (hors activité FULCHIRON)
- A l'activité de l'usine, audible lors de l'écoute sur place - Fonctionnement continu
- Au trafic routier généré par l'activité de la carrière sur la D837 - Passage de camions ponctuels mais réguliers.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé de procéder à de nouvelles mesures acoustiques :

- Avec la mise à l'arrêt de l'usine de 17h00 à 18h00 ;
  - Avec l'ensemble des équipements en fonctionnement sur la plage horaire de 18h00 à 19h00.
- Ces mesures seront transmises à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 5 mois

**N° 4 : Risque d'incendie – consignes de sécurité**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 09/01/2017, article 13

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque d'incendie – consignes de sécurité

**Prescription contrôlée :**

Les engins circulant sur l'installation ainsi que la zone de ravitaillement des engins sont pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

**Constats :**



Le registre de vérifications des équipements de protection internes d'incendie comporte un contrôle daté du 12/01/2024. Celui-ci a été réalisé par la société CHUBB France/SICLI de Bussy St Georges (77600). L'ensemble des équipements sont conformes. La date de vérification est bien apposée sur ces derniers.

Un rapport de vérification périodique des installations électriques a été mis à la disposition de l'inspection. L'intervention a eu lieu du 22/04/2024 au 30/04/2024 par la société Apave d'Evry (91027). Ce rapport est référencé 134122904-001-1 et daté du 15/05/2024.

Le Q18 fait état d'un élément non conforme au niveau du coffret électrique du bungalow situé au rez-de-chaussée. L'interrupteur n'est pas correctement protégé contre les surcharges. Le disjoncteur présent n'a pas une calibration suffisante. Il est proposé un remplacement par un disjoncteur différentiel 32 A.

Il est également spécifié qu'aucune coupure totale de l'installation n'a été faite.

**La conclusion est que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendies ou d'explosion.**

L'exploitant a fourni une facture et attestation d'installation d'un nouveau disjoncteur différentiel 32A daté du 17/07/2024.

Un compte-rendu Q19 a également été fourni. L'intervention a eu lieu le 19/04/2024 par la société Apave d'Evry (91027). Ce rapport est référencé T240035636.01 et daté du 19/04/2024.

Il conclut qu'au vu des éléments contrôlés de l'installation électrique telle que définis dans la liste des matériels et ensemble d'appareillage et compte tenu de leurs conditions d'utilisation et de sollicitations au moment du contrôle, le risque d'incendie est faible, en l'absence d'anomalie.

**Type de suites proposées : Sans suite**

#### N° 5 : Consignes d'exploitation

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 09/01/2017, article 7.1.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Remblayage de la carrière

##### **Prescription contrôlée :**

Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Les matériaux d'origine extérieure utilisés au remblayage de la carrière (déblais de terrassements, matériaux de démolition...) ne proviennent pas de sites contaminés sans traitements préalable, doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.

Sont interdits :

- Les déchets tels que bois, métaux, plastiques papiers, enrobés bitumineux, caoutchouc, substances organiques etc ;
- Les déchets présentant au moins une des propriétés de danger énuméré à l'annexe I de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- Les déchets liquides ou dont la température est supérieure à 60°C ;
- Les déchets non pelletables ;
- Les déchets pulvérulents ;
- Les déchets contenant de l'amiante notamment les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05\* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03\* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05\* de la liste des déchets.

Lorsque les matériaux extérieurs sont des déchets, seuls les déchets inertes peuvent être admis dans l'installation.

Aucun déchet dangereux et aucun déchet non dangereux non inerte, ne sont admis dans

l'installation.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.

Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques, les moyens de transport utilisés, le nom du transporteur et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination.

L'exploitant tient à jour un registre présent sur le site de la carrière sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique présent sur le site de la carrière permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

Avant d'admettre un matériau inerte dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande à son client une déclaration préalable sur la nature du remblai. Cette déclaration préalable est renouvelée tous les ans et conservée par l'exploitant pendant la durée de la présente autorisation. Ce document contient les éléments nécessaires à la qualification des matériaux.

Les matériaux d'apport extérieur sont acheminés par transport routier. Ils ne peuvent en aucun cas être déversés directement dans la fouille. L'exploitant prend toutes dispositions pour que la personne qu'il a préalablement désignée puisse contrôler la nature des matériaux déchargés, en particulier :

- L'exploitant ou son préposé vérifie la conformité du chargement avec le bordereau de suivi et la déclaration d'acceptation préalable établie entre le client et FULCHIRON ;
- Il fait procéder au déchargement sur une zone aménagée et réservée à cet effet ;
- Il vérifie visuellement la nature des matériaux apportés ;

[...] à l'issue de cette vérification, soit il autorise le remblai, soit il le refuse et fait recharger les matériaux indésirables et l'indique sur le registre susvisé,

- Le véhicule de transport des matériaux ne quitte le site qu'après en avoir reçu l'autorisation par l'exploitant ou son préposé qui a autorisé la mise en remblai des matériaux déchargés,

[...] Des contrôles sont réalisés de manière inopinée par un organisme désigné par l'exploitant à une fréquence trimestrielle. Ce contrôle comprend les éléments suivants :

- 1 Vérification sur les arrivages des bordereaux de suivi et de la conformité du chargement à ce bordereau ;
- 2 Réalisation d'un contrôle visuel et olfactif après déchargement ;
- 3 Réalisation de 3 prélèvements sur les matériaux arrivant pendant une demi-journée ;
- 4 Réalisation d'analyses sur les 3 prélèvements précédents[...].

A titre exceptionnel, les matériaux d'apport dont l'exploitant ou son préposé reconnaît que la nature ne sont pas conformes aux prescriptions de cet article après le départ du véhicule peuvent être stockés sur une aire de dépôt tampon pendant une durée au plus égale à 48h. Ils sont évacués vers des centres dûment autorisés. Ces différentes opérations sont notées dans le registre susvisé. Ce registre est conservé sur le site de la carrière.

[...]L'ensemble des résultats de mesures pour une année calendaire est communiqué à l'inspection des installations classées avant le 15 mai de l'année suivante.

#### **Constats :**

La qualité des apports extérieurs est soumise à la mise en place d'une Demande d'Acceptation Préable (D.A.P) d'accueil de matériaux inertes signé entre le producteur et le client. L'inspection a pu constater que la traçabilité des apports extérieurs est conforme. La nature des déchets est également conforme. L'exploitant a mis à la disposition de l'inspection son fichier informatique de suivi dont les critères sont complets. Pour les premières livraisons du 02 avril 2024 et du 04 mars 2024 les bordereaux de retrait, bon de transport et DAP ont été fournis. Le plan topographique de la zone de dépôt spécifie le zonage des casiers où sont déposées les différentes livraisons.



L'exploitant déclare procéder à un contrôle visuel des chargements à l'arrivée de la livraison et à la déverse.

L'exploitant trace également ses refus de livraison sur un tableau. L'inspection a pu constater trois refus datés du 13/02/2024 au motif « mélange de déchets non-conformes » et du 17/04/2024 au motif de deux livraisons présentant une odeur d'hydrocarbure. L'exploitant déclare que les livraisons non conformes sont systématiquement et instantanément renvoyées vers leur expéditeur.

L'exploitant a également présenté à l'inspection le rapport de contrôles environnementaux inopinés du trimestre 2 - 2024 qui ont été réalisés par la société GEO+Environnement. Il est référencé A24035402 et daté du 15/07/2024. Les prélèvements de matériaux inertes extérieurs ont été réalisés le 12/06/2024 conformément à l'Arrêté Préfectoral complémentaire du 09 janvier 2017 sur 3 bennes d'apports de « terres et cailloux » homogènes provenant de 3 chantiers du Sud Parisien.

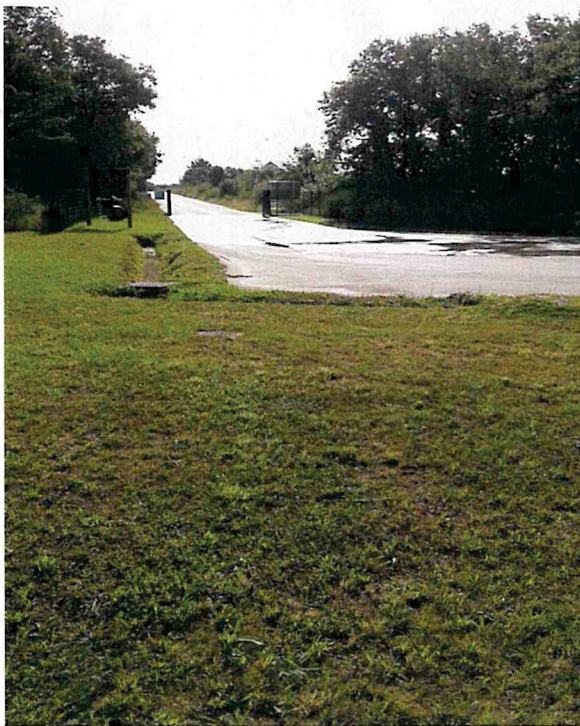
La conclusion est que les analyses réalisées ont permis de mettre en évidence que tous les échantillons sont conformes à la réglementation en vigueur sur le site.

**Type de suites proposées :** Sans suite





Inspection **Carrière Fulchiron Bois du Chênay** de Milly la forêt  
du 30 juillet 2024



## Entrée du site



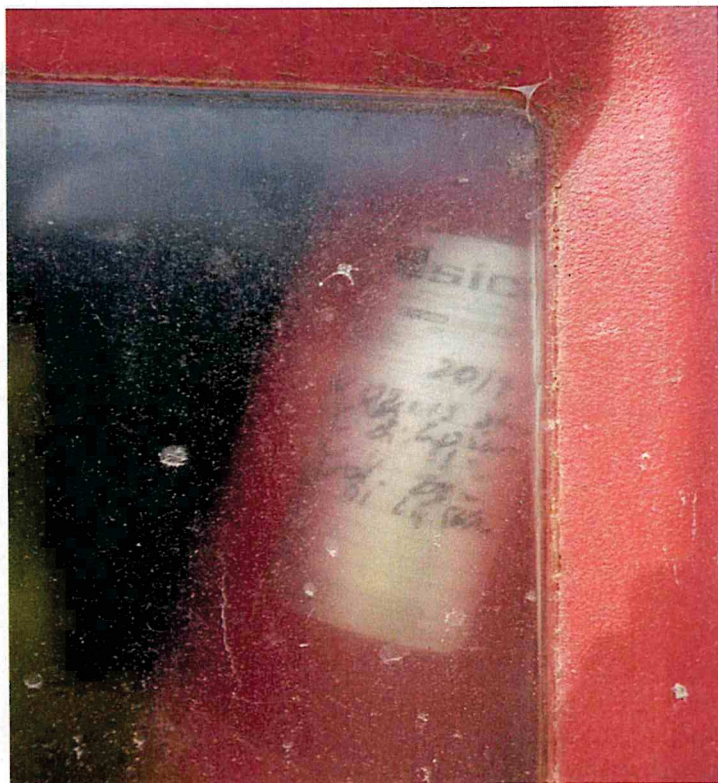
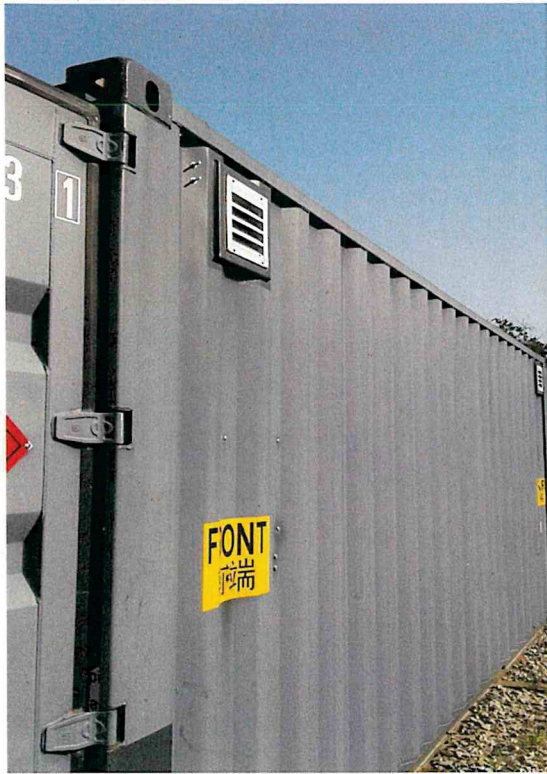
## Accueil et bascule



## Stockage des produits dangereux









Piézomètre amont



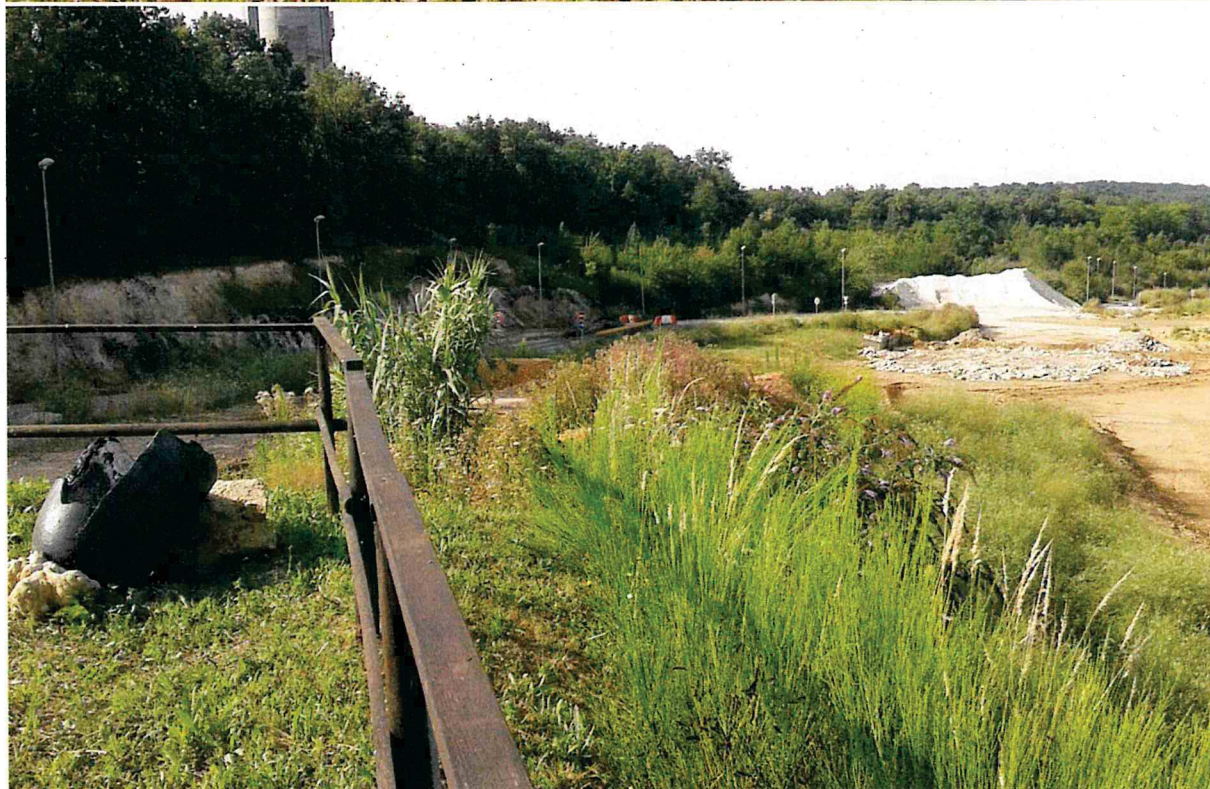
Plan topographique

Numérotation des casiers  
(Identification des zones de  
stockage des livraisons)

Entrée du site



Chemin d'accès zoné Sud







Zone Sud de déversement et chemin d'accès au fond de fouille



Front SUD





Eboulement zone Sud (Hiver 2023/2024)